



GHT SOMME LITTORAL SUD
DIRECTION DES ACHATS

Marché public de fournitures courantes et services

**Cahier des clauses
administratives particulières**

**Accord-cadre mono-attributaire
à bons de commandes**

**Acquisition d'auto-
laveuses pour le CHAM**
(relance)

**Centre Hospitalier de
l'Arrondissement de
Montreuil-sur-mer**

Numéro de l'accord-cadre : 25TE0129

Date limite de remise de plis : 26/09/2025

Heure limite : 12h00



Sommaire

Préambule.....	5
Généralités du GHT Somme Littoral Sud	5
Compétences de l'établissement support et des établissements parties.....	6
1. Objet de l'accord-cadre, dispositions générales.....	6
1.1. Objet.....	6
1.2. Mode de passation et forme du contrat	7
1.3. Décomposition de l'accord-cadre	7
1.3.1 Allotissement	7
1.3.2 – Décomposition en tranches	7
1.4. Variantes	8
1.5. Montant de l'accord-cadre	8
1.6. Représentation des parties	8
1.7. Informations réciproques des parties	8
1.8. Réalisation de prestations similaires.....	9
1.9. Cotraitance et sous-traitance.....	9
1.9.1 Cotraitance.....	9
1.9.2 Sous-traitance	10
2. Pièces contractuelles	11
3. Forme des notifications, informations au titulaire et langue.....	11
3.1. Forme des notifications.....	11
3.2. Langue de l'accord-cadre	12
4. Durée, modalités et délais d'exécution	12
4.1. Durée de l'accord-cadre	12
4.2. Modalités et délais d'exécution	13
4.2.1 Emission de bons de commande	13
4.2.2 Délais d'exécution.....	13
4.2.3 Livraison des équipements	13
4.3. Prolongation des délais d'exécution	14
5. Prix	14
5.1. Contenu et caractéristiques des prix	14
5.2. Variation des prix	15
5.3. Arrondis.....	16



5.4.	Application de la taxe à la valeur ajoutée	16
6.	Clauses de financement et de sûreté	16
6.1.	Avance	16
6.2.	Garanties financières de l'avance	16
7.	Règlement des comptes	16
7.1.	Mode de règlement.....	16
7.2.	Intérêts moratoires	17
7.3.	Présentation des factures au format dématérialisé	17
7.4.	Paiements des cotraitants et des sous-traitants.....	18
8.	Pénalités.....	19
8.1.	Retard dans l'exécution des prestations	19
8.2.	Retard dans la remise des documents	19
	En cas de retard dans la remise de documents demandés au présent accord-cadre, le titulaire peut se voir appliquer une pénalité fixée à 50 € par jour calendaire de retard ... 19	
	Cette pénalité journalière s'applique tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise à la personne publique.	19
8.3.	Réunions	20
8.4.	Pénalité pour sous-traitance non déclarée	20
8.5.	Pénalité pour travail dissimulé	20
9.	Modalités d'exécution de l'accord-cadre	20
9.1.	Conditions d'exécution des prestations et obligations du titulaire	20
9.1.1	Accès et consignes	20
9.1.2	Locaux et moyens mis à disposition du titulaire	20
9.1.3	Réunions	21
9.1.4	Coopération	21
9.1.5	Intervenants.....	21
9.1.6	Confidentialité	21
9.2.	Documents à fournir après exécution.....	21
9.3.	Responsabilité du titulaire	21
10.	Constatation de l'exécution des prestations	22
10.1.	Opérations de vérification	22
10.2.	Décision après vérification	22
11.	Garantie	22
12.	Assurances	23
13.	Clauses de réexamen	23



14.	Différends et litiges	23
15.	Résiliation.....	24
16.	Redressement ou liquidation judiciaire	24
17.	Clause complémentaire	25
18.	Dérogations au C.C.A.G. applicables.....	25



Préambule

Convention constitutive approuvée par arrêté ARS

Vu les articles L. 6132-1 à L. 6132-7 du code de la santé publique instituant les groupements hospitaliers de territoire,

Vu le décret n° 2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux groupements hospitaliers de territoire codifié aux articles R. 6132-1 et s. du code de la santé publique,

Vu le décret n° 2017-701 du 2 mai 2017 relatif aux modalités de mise en œuvre des activités, fonctions et missions mentionnées à l'article L.6132-3 du Code de la santé publique, au sein des groupements hospitaliers de territoire,

Vu l'arrêté en date du 31 décembre 2011 relatif au plan stratégique régional de santé de la région Nord- Pas de Calais

Vu l'arrêté en date du 28 décembre 2012 portant adoption du projet régional de santé, notamment le schéma régional d'organisation des soins de Picardie,

Vu les travaux préparatoires du plan stratégique régional de santé de la région Hauts de France en cours d'élaboration pour la période 2018-2022,

Vu l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-30 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 1er juillet 2016 relatif à la composition du GHT Somme Littoral Sud,

Vu l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-56 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 29 août 2016 relatif à l'approbation de la Convention Constitutive du GHT Somme Littoral Sud,

Vu l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2017-10 de la Directrice Générale de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 13 février 2017 relatif à l'approbation de la Convention Constitutive du GHT Somme Littoral Sud, (avenant 1)

Considérant l'avenant n°2 à la convention constitutive du GHT signé entre les 10 Ets le 29 juin 2017, et adressé à l'ARS le 29 juin 2017 pour approbation

Généralités du GHT Somme Littoral Sud

Le GHT Somme Littoral Sud a été constitué le 29 juin 2016. Sa composition a été approuvée par l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-30 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 1er juillet 2016 relatif à la composition du GHT Somme Littoral Sud.

La convention constitutive du GHT Somme Littoral Sud a été approuvée par l'arrêté DOS-SDES-AUT-n°2016-56 du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Nord-Pas-De-Calais-Picardie en date du 29 août 2016 relatif à l'approbation de la Convention Constitutive du GHT Somme Littoral Sud.

Ces deux arrêtés ont régulièrement été publiés au Recueil des actes administratifs de la Région Hauts-de-France.

Conformément à l'article L.6132-3 du Code de la Santé Publique, le CHU Amiens Picardie a été désigné comme établissement support par la convention constitutive. Dès lors, il est notamment chargé d'assurer la fonction Achats pour le compte des établissements parties du groupement hospitalier de



territoire Somme Littoral Sud.

A ce titre, le CHU Amiens Picardie est seul compétent pour la passation et la signature de l'ensemble des marchés du GHT Somme Littoral Sud.

Conformément à la convention constitutive du GHT Somme Littoral Sud, le nombre de membres du GHT Somme Littoral Sud pourra évoluer dans le temps.

Compétences de l'établissement support et des établissements parties

Conformément aux dispositions législatives (L. 6132-1 à L. 6132-16 du Code de la Santé Publique (CoSP) issues de la loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 dite de modernisation de notre système de santé et des dispositions réglementaires (R. 6132-1 à R. 6132-24 du CoSP) en application du décret n°2016-524 du 27 avril 2016 relatif aux Groupements hospitaliers de territoire, le CHU Amiens Picardie, établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire Somme Littoral Sud, gère la fonction achat pour le compte des établissements parties au groupement.

La fonction achat mutualisée regroupe ainsi un périmètre circonscrit au cycle d'achat :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat en exploitation et en investissement ;
- La planification et la passation des marchés ;
- Le contrôle de gestion des achats ;
- L'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action des achats du groupement hospitalier de territoire.

Les établissements parties au Groupement Hospitalier de Territoire Somme Littoral Sud demeurent garants de l'expression de leurs besoins qui sont consolidés par l'établissement support au niveau du GHT Somme Littoral Sud. La phase d'exécution de l'accord-cadre (cycle approvisionnement : gestion des commandes, leur réception, la liquidation, le mandatement, le paiement) relève de la compétence des établissements parties.

1. Objet de l'accord-cadre, dispositions générales

1.1. Objet

Le présent accord-cadre, régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), concerne des :

L'acquisition d'auto-laveuses pour le Centre Hospitalier de l'arrondissement de Montreuil (relance).

Plus précisément, l'accord-cadre a pour objet l'achat d'auto-laveuses de petite, moyenne et grande surface pour les besoins du Centre Hospitalier de l'Arrondissement de Montreuil.

Les fournitures et prestations sont définies au C.C.T.P.

Lieu d'exécution : CHAM, 140 chemin départemental 194 – CS 70008- 62180 RANG-DU-FLIERS.



1.2. Mode de passation et forme du contrat

Une procédure d'appel d'offres ouvert a été lancée le 29/04/2025 (avis de publicité initial paru au BOAMP sous la référence n°25-48757 le 29/04/25 et publié au JOUE sous le numéro 277727-2025 le 30/04/25).

La procédure initiale a été déclarée sans suite pour redéfinition du besoin par décision en date du 21/07/2025 (avis de déclaration sans suite BOAMP n°25-82842 du 21/07/25 et JOUE n°479650-2025 du 22/07/25).

La nouvelle consultation est passée suivant une procédure d'**appel d'offres ouvert**. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

Cet accord-cadre ne comporte pas de conditions particulières d'exécution liées à l'environnement ni au domaine social.

L'**accord-cadre, sans minimum et avec maximum**, est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il fixe les conditions d'exécution des prestations et **s'exécute** exclusivement, au fur et à mesure des besoins du CHU Amiens Picardie, **par l'émission de bons de commande**.

L'accord-cadre est attribué à **un seul opérateur économique**.

1.3. Décomposition de l'accord-cadre

1.3.1 Allotissement

Conformément aux dispositions des articles L. 2113-11 et R. 2113-3 du Code de la Commande Publique (C.C.P.), cet accord-cadre ne fait pas l'objet d'un allotissement, ni géographique, ni technique.

En outre, l'objet de l'accord-cadre présente des prestations fortement dépendantes et liées avec des interfaces importantes telles que la dévolution en lots séparés rendrait techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Il n'y a pas d'allotissement de l'accord-cadre afin notamment de :

- limiter les interfaces et le partage de responsabilité qui en découle et maintenir la sécurité juridique des relations contractuelles ;
- mutualiser les moyens nécessaires à l'exécution des différentes prestations ;
- optimiser l'ordonnancement des prestations.

1.3.2 – Décomposition en tranches

Cet accord-cadre ne fait pas l'objet d'une décomposition en tranches au sens des articles R. 2191-13 et R. 2191-14 du C.C.P.



1.4. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées dans le cadre du présent accord-cadre.

1.5. Montant de l'accord-cadre

S'agissant d'un accord-cadre à bons de commande, ce dernier est conclu **sans montant minimum et avec un montant maximum de 85 000 € H.T. sur sa durée totale de 48 mois** (période initiale et périodes de reconduction comprises), décomposé par période comme suit :

Période	Montant maximum en € H.T.
Période initiale	40 000
Reconduction 1	15 000
Reconduction 2	15 000
Reconduction 3	15 000

1.6. Représentation des parties

Les caractéristiques du titulaire de l'accord-cadre désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom "le titulaire" sont précisées à l'acte d'engagement.

Le titulaire est soit un candidat individuel soit un groupement d'entreprise.

Les modalités spécifiques au groupement d'entreprises sont détaillées à l'article 1.8.1 du présent C.C.A.P.

En cas de groupement conjoint, il est précisé que le mandataire est solidaire des autres opérateurs du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du pouvoir adjudicateur, jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin.

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire et le pouvoir adjudicateur désignent une personne physique habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre et notifient cette désignation à l'autre partie.

Dans l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le pouvoir adjudicateur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur peut demander un changement d'interlocuteur ; ce changement doit alors être effectif sous deux semaines à compter de la demande.

1.7. Informations réciproques des parties

- Informations données par le pouvoir adjudicateur au titulaire pendant l'exécution de l'accord-cadre :



Le CHU communique au titulaire toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au titulaire pour l'exécution du présent accord-cadre.

Il s'agit notamment :

- ▀ De toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire,
- ▀ De toute observation ou de tout document adressé directement au pouvoir adjudicateur par les autres intervenants.

- Informations données par le titulaire au pouvoir adjudicateur :

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au pouvoir adjudicateur.

- Confidentialité :

Le titulaire, ses salariés ou sous-traitants qui, à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, ont reçu communication d'informations, de renseignements, documents ou objets quelconques, sont tenus de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation écrite du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues à l'accord-cadre.

1.8. Réalisation de prestations similaires

Sans objet s'agissant d'un accord-cadre de fournitures.

1.9. Cotraitance et sous-traitance

1.9.1 Cotraitance

Le groupement peut être solidaire ou conjoint.

Il est conjoint lorsque chacun des prestataires, membre du groupement, n'est engagé que pour la partie de l'accord-cadre qu'il exécute.

Il est solidaire lorsque chacun des prestataires est engagé pour la totalité de l'accord-cadre et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires.

La nature du groupement est précisée dans l'acte d'engagement.

L'un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, coordonne les prestations et veille à instaurer une bonne communication entre les membres du



groupement et avec le pouvoir adjudicateur.

À ce titre, il reçoit mandat des membres du groupement pour :

- Remettre les offres initiales et complémentaires et de manière générale coordonner l'établissement de tous les documents contractuels, notamment :
 - Faire signer l'accord-cadre et les avenants par chacun des membres.

Ou

- Signer l'accord-cadre et les avenants, si le mandataire dispose des pouvoirs nécessaires.

- Transmettre au pouvoir adjudicateur les demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants émanant de chaque membre.

- Transmettre aux membres concernés du groupement les ordres de service et toutes instructions, notes, plans, directives, etc. émanant du pouvoir adjudicateur ou de son représentant.

- Remettre, au pouvoir adjudicateur, dans les conditions de forme et de délais prévus à l'accord-cadre, les documents dus au titre de cet accord-cadre et s'assurer de leur approbation.

Les projets de décomptes et les demandes d'acomptes qui sont transmis au pouvoir adjudicateur après sa vérification, sont revêtus de son visa pour accord et sont accompagnés, le cas échéant, de ses observations.

- Toute autre communication destinée au pouvoir adjudicateur est transmise : Par le membre du groupement concerné, à charge pour lui d'en informer préalablement le mandataire et les autres membres du groupement.

Le pouvoir adjudicateur impose que le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de la personne publique, pour l'exécution de l'accord-cadre.

1.9.2 Sous-traitance

La sous-traitance est interdite s'agissant des fournitures.

Elle est autorisée uniquement pour les prestations de mise en service et de formation conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 du C.C.P.

Les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du C.C.A.G.-F.C.S.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera l'acte spécial de sous-traitance, dûment complété et signé en y joignant les pièces qui y sont demandées.

En cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produira également une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle de l'accord-cadre du titulaire.



Conformément à l'article 3.6 du C.C.A.G.-F.C.S., le pouvoir adjudicateur notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à faire connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail.

2. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G.-Fournitures courantes et services, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses éventuelles annexes :
 - Annexe n°1 : la répartition des paiements en cas de groupement, le cas échéant,
 - Annexe n°2 : la ou les déclarations de sous-traitance éventuelles,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) ;
- Les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et son annexe :
 - Annexe n°1 : la liste des sites
- Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) des marchés publics applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- Le bordereau des prix unitaires (B.P.U.) ;
- Le mémoire technique du titulaire ;
- Les bons de commande.

En cas de contradiction entre leurs stipulations, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre de priorité prévu ci-dessus.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son (ses) annexe(s), la pièce principale prévaut, à l'exception de l'éventuelle annexe à l'acte d'engagement relative à la mise au point de l'accord-cadre.

Les documents et correspondances relatifs à l'accord-cadre sont rédigés en langue française. Les exemplaires conservés par le pouvoir adjudicateur font seuls foi. Ces pièces seront appliquées dans leur version la plus récente intégrant ainsi les modifications qui pourraient être apportées.

3. Forme des notifications, informations au titulaire et langue

3.1. Forme des notifications



La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, est faite :

- soit directement au titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- soit par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques ;
- soit par tout autre moyen permettant d'attester la date de réception de la décision ou de l'information.

Cette notification peut être faite à l'adresse du titulaire mentionnée dans les documents particuliers de l'accord-cadre ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

3.2. Langue de l'accord-cadre

L'ensemble des documents échangés (correspondances, notices, etc.) seront rédigés en langue française.

S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Les réunions seront tenues en langue française.

Le titulaire est tenu de désigner une équipe d'encadrement ayant la maîtrise de la langue française.

4. Durée, modalités et délais d'exécution

4.1. Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une durée totale de **48 mois** à compter de sa date de notification (périodes initiale et de reconduction comprises). La notification intervient par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. L'avis de réception ou le reçu donné par le destinataire fait foi de la notification.

La période initiale court à compter de la date de notification de l'accord-cadre, pour une période de 12 mois.

L'accord-cadre pourra ensuite être reconduit 3 fois par tacite reconduction à sa date d'anniversaire et le titulaire ne peut s'y opposer en vertu des dispositions de l'article R2112-4 du Code de la commande publique. Par date d'anniversaire, il est entendu la date de notification de l'accord-cadre.

La durée de chaque période de reconduction est de douze (12) mois.

Le pouvoir adjudicateur prendra par écrit la décision de ne pas reconduire l'accord-cadre sous réserve de prévenir le titulaire par écrit avec accusé de réception au plus tard **trois mois** avant la date d'échéance de la période en cours.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de fournir les motifs au titulaire.



4.2. Modalités et délais d'exécution

4.2.1 Emission de bons de commande

L'exécution des prestations est ordonnée par l'émission de bons de commandes, au fur et à mesure des besoins du CHAM, en référence au bordereau des prix unitaires.

Les bons de commandes seront émis au fur et à mesure des besoins et comporteront à minima :

- L'objet et la référence de l'accord-cadre ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La désignation de la prestation à exécuter et la quantité ;
- Le montant du bon de commande (détail des prix applicables tels que figurant au B.P.U., montant total en € H.T., taux et montant de la T.V.A. et montant total en € T.T.C.) ;
- Le lieu et la date (ou délai) d'exécution ;
- L'adresse de facturation.

La personne habilitée à rédiger et signer les bons de commandes est la personne désignée par la direction compétente de l'établissement.

Les bons de commande devront être notifiés au titulaire avant tout commencement d'exécution, par tout moyen (mél...) permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception par celui-ci.

Seuls les bons de commande signés par le pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire. Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Les parties conviennent d'accorder même force probatoire aux documents transmis par courriel que ceux transmis en original. Ainsi, le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'engagent à conserver lesdits courriels qui, dans ces conditions, constitueront des copies fidèles et durables au sens de l'article 1379 du Code civil. Dans l'hypothèse où le titulaire de l'accord-cadre serait un groupement, ils seront adressés au mandataire.

4.2.2 Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations devront être exécutés selon la périodicité, les modalités ou les délais déterminés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

4.2.3 Livraison des équipements

L'équipement sera livré à l'adresse du site indiqué dans le bon de commande.

La livraison des équipements s'effectue dans le respect des dispositions de l'article 21 du C.C.A.G.F.C.S.

Frais de transport :

Les frais inhérents au transport des marchandises jusqu'à leur destination sont réputés inclus dans les prix du B.P.U.

Risques inhérents au transport :

Les risques afférents au transport jusqu'au lieu de destination incombent au titulaire.



Le vendeur garantit des conditionnements et emballages adaptés à ses marchandises dans le cadre d'un transport routier et communique sur ses préconisations d'arrimage ou de manutention des colis, palettes ou caisses.

Retour de marchandises non-conformes :

En cas de réception de marchandises non conformes à la commande, les frais de retour seront à la charge du fournisseur, qui fera son affaire de la reprise des marchandises non conformes.

La fourniture doit être accompagnée d'un bon de livraison établi en double exemplaire indiquant :

- Le nom du titulaire de l'accord-cadre et son adresse
- La date de livraison
- La date d'expédition
- La référence de la commande
- Les caractéristiques essentielles de la fourniture
- Les quantités livrées
- Le numéro de l'accord-cadre
- Indication du pays d'origine des fournitures livrées.

L'un des deux exemplaires sera signé par la personne désignée par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Il sera remis au livreur et vaudra procès-verbal de réception si la vérification de la livraison est satisfaisante.

Le titulaire retenu qui n'assurerait pas lui-même la livraison dans ce cadre s'engage à faire respecter au transporteur de son choix les conditions indiquées ci-dessus, rappelées dans chaque bon de commande.

4.3. Prolongation des délais d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 alinéa 1 du C.C.A.G.- F.C.S.

5. Prix

5.1. Contenu et caractéristiques des prix

Les prix de l'accord-cadre sont traités à **prix unitaires, sur la base du Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.)**.

Les prix seront **appliqués aux quantités réellement exécutées**, et feront l'objet de bons de commande.

Les prix comprendront toutes les charges fiscales (hors T.V.A.), parafiscales ou autres, impactant la prestation (et déductions faites des frais liés à la fiscalité propre du prestataire économique et /ou sur le revenu), ou autres frappant obligatoirement la prestation, tels que les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à la manutention, à la sécurisation des lieux d'intervention, à l'assurance, de fonctionnement et de secrétariat, de déplacement et d'hébergement éventuels et de transmission des livrables, et de réunions.



Les prix tiennent compte également des sujétions permettant de faire face à une situation sanitaire née d'une épidémie nécessitant des mesures d'hygiène et de distanciation similaires à la crise sanitaire Covid-19.

Il est précisé qu'en cas de groupement solidaire ou conjoint, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectués par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances, ainsi que toutes les réunions de travail, de mise au point ou de présentation.

Avant établissement du prix, le titulaire est réputé avoir pris connaissance de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

Après remise de son offre, le titulaire ne pourra plus se prévaloir d'omissions, erreurs ou divergences pour se dispenser d'exécuter les prestations conformément aux prescriptions de l'accord-cadre.

Les prix sont révisables pour toute la durée de l'accord-cadre dans les conditions fixées à l'article 5.2 du présent document.

5.2. Variation des prix

Mois d'établissement des prix :

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres indiquée en page de garde du règlement de la consultation et reprise dans le C.C.A.P. ; ce mois est appelé " mois zéro " (Mo).

Les prix unitaires du présent accord-cadre sont stipulés révisables.

Ils sont fermes et définitifs la première année de l'accord-cadre, puis révisables chaque année à la date anniversaire de l'accord-cadre (= à sa date de notification).

Index de référence :

L'index de référence I est :

- Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 05.3.1.5 - Matériel de nettoyage - Identifiant 001763590.

L'index est publié par l'INSEE.

Révision de prix :

Les prix sont **révisés annuellement** par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$P(n) = P(0) \times C(n)$$
$$\text{Où } C(n) = I(n) / I(o)$$



Selon les dispositions suivantes :

- $P(n)$ = nouveau prix de règlement
- $P(o)$ = prix en vigueur au « mois zéro »
- $C(n)$: coefficient de révision.
- $I(n)$: valeur de l'index de référence au mois n .
- $I(o)$: valeur de l'index de référence au « mois zéro ».

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée qu'elle soit provisoire, révisée, rectifiée ou définitive au moment de l'application de la formule. Aucune révision provisoire ne sera effectuée.

5.3. Arrondis

Tous les calculs seront arrondis à deux décimales (à l'exception du coefficient de révision de l'article 5.2), en appliquant la méthodologie suivante :

- * si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- * si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le prix sera donc arrêté à deux décimales.

5.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des sommes versées au titulaire sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur.

6. Clauses de financement et de sûreté

6.1. Avance

Sans objet.

6.2. Garanties financières de l'avance

Sans objet.

7. Règlement des comptes

7.1. Mode de règlement



Le règlement s'effectue sur service fait sur présentation de la facture ou des demandes de paiement équivalentes. Le service fait s'entend à l'issue de la réception des prestations et de la transmission par le titulaire de l'ensemble des justificatifs (facture).

Le service fait sera constaté sur les quantités réellement livrées. Le cas échéant, un bon de commande pourra être soldé à des quantités inférieures à celles commandées, sans réclamation possible par le titulaire.

Le délai global de paiement ne pourra excéder **50 jours** selon les dispositions de l'article R2192-11 du Code de la commande publique.

Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture par l'établissement concerné.

Toutefois, en application de l'article R2192-13 du code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsque celle-ci est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de facturation erronée, le délai de paiement sera systématiquement suspendu. Les factures erronées seront retournées au titulaire pour correction et seront accompagnées des raisons du refus de paiement.

Le titulaire devra obligatoirement retourner au pouvoir adjudicateur ou à l'entité adjudicatrice, suivant la même procédure, de nouvelles factures corrigées ou faire parvenir par écrit ses objections aux corrections.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

La demande de paiement devra comporter le numéro du ou des bons de commande.

7.2. Intérêts moratoires

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

7.3. Présentation des factures au format dématérialisé

Conformément au décret 2019-748 du 18 juillet 2019 concernant la facturation électronique dans la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est obligatoire et exclusive de tout autre mode de transmission.

Le dépôt d'une facture électronique sur CHORUS PRO ne doit pas être doublé de l'envoi d'une facture papier.

Dépôt des factures sur CHORUS PRO



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro (<https://choruspro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon les modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

Si le mode de transmission se fait en dehors du portail, l'acheteur public doit rejeter la facture transmise en avertissant l'entreprise au préalable et l'invitant à utiliser « Chorus ».

Conformément à l'article 1 du décret n°2016-1478 relatif au développement de la facturation électronique, les factures déposées sur CHORUS PRO à l'encontre de l'établissement concerné du GHT Somme Littoral Sud doivent comporter les mentions suivantes reprises à l'article D.2192-2 du code de la commande publique :

- 1° La date d'émission de la facture ;
 - 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
 - 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
 - 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
 - 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service en charge du paiement ;
 - 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
 - 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés et des prestations réalisés ;
 - 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés et des prestations réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
 - 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
 - 10° L'identification le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
 - 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
 - 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.
- « Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R.123-221 du code de commerce. Pour les émetteurs ne disposant pas du numéro d'identité mentionné à l'alinéa précédent, un arrêté du ministre chargé du budget, annexé au présent code, fixe l'identifiant qui doit être porté sur les factures ».
- Le SIRET de l'établissement à utiliser lors de ces dépôts est :

ETABLISSEMENT	N° SIRET
Centre Hospitalier de l'Arrondissement de Montreuil	266 209 691 00192

7.4. Paiements des cotraitants et des sous-traitants

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.



En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée dans l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet au donneur d'ordre la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues aux articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

En complément de l'article 12.2 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des factures des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement des factures du sous-traitant sera effectué par l'acheteur sur la base de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant, l'acheteur procédera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours d'exécution de l'accord-cadre et pour solde du contrat de sous-traitance.

8. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G.-F.C.S., l'ensemble des pénalités, si elles sont appliquées, le seront sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-F.C.S., aucun seuil plancher pour exonération de pénalité n'est prévu.

Les pénalités sont cumulables et ne libèrent pas le titulaire des sanctions, amendes et frais d'indemnisation de tiers qui pourraient lui être infligés par les autorités compétentes pour non-respect des dispositions légales.

Le montant des pénalités s'entend hors T.V.A.

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-F.C.S., il est fait application des pénalités suivantes :

8.1. Retard dans l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1.1 du C.C.A.G.-F.C.S., en cas de retard dans l'exécution des prestations (livraison des machines, non réalisation d'une formation, ...), le montant de cette pénalité est fixé à **50 € par jour calendaire de retard**.

8.2. Retard dans la remise des documents

En cas de retard dans la remise de documents demandés au présent accord-cadre, le titulaire peut se voir appliquer une pénalité fixée à **50 € par jour calendaire de retard**.

Cette pénalité journalière s'applique tant que l'intégralité des documents prévus n'est pas remise à la



personne publique.

8.3. Réunions

En cas d'absence non excusée d'un représentant qualifié de l'entreprise à une réunion, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire fixée à **50 € par occurrence**.

8.4. Pénalité pour sous-traitance non déclarée

Le titulaire encourt une pénalité de **1/3000^{ème} du montant de l'offre par jour calendaire de retard**, pour toute sous-traitance constatée sur le chantier n'ayant pas fait l'objet au préalable d'une acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Cette pénalité fait l'objet d'une décision du représentant du pouvoir adjudicateur notifiée par ordre de service sans mise en demeure préalable.

8.5. Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à **10 % du montant TTC du marché**.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

9. Modalités d'exécution de l'accord-cadre

9.1. Conditions d'exécution des prestations et obligations du titulaire

Les prestations seront réalisées dans les conditions du CCTP.

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande.

9.1.1 Accès et consignes

Le personnel du titulaire doit justifier de son appartenance à la société, titulaire de l'accord-cadre.

9.1.2 Locaux et moyens mis à disposition du titulaire

Le titulaire maintient en état de propreté les locaux dans lesquels il est amené à intervenir.

Le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance couvrant tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment : accident, incendie, explosion, vol, dégât des eaux, conséquences d'un défaut.

Les moyens suivants sont mis à disposition du titulaire : eau, chauffage, électricité.



9.1.3 Réunions

Une réunion de mise au point pourra être organisée entre le titulaire et l'établissement suite à la notification de l'accord-cadre.

En tant que de besoin, l'établissement pourra programmer - sans surcoût - d'autres réunions avec le prestataire.

9.1.4 Coopération

Pendant toute la durée de l'accord-cadre, le titulaire est tenu à une coopération étroite et régulière avec le pouvoir adjudicateur.

9.1.5 Intervenants

Le Titulaire de l'accord-cadre indique dans son offre la ou les personnes pressenties pour suivre la réalisation des prestations.

Cette(ces) personne(s) [interlocuteur(s) privilégié(s)] est(sont) capable(s) de superviser et coordonner l'ensemble des missions de réalisation et d'assurer avec le pouvoir adjudicateur le suivi administratif et financier de l'accord-cadre.

Si un intervenant prévu par le prestataire n'est plus disponible pour l'exécution de l'accord-cadre, le prestataire s'engage à le remplacer par une personne ayant des compétences équivalentes.

A cet effet, il transmettra au pouvoir adjudicateur les informations relatives au nouvel interlocuteur privilégié (nom, titre, compétences et expériences, coordonnées), pour accord.

A défaut d'une décision expresse de refus du pouvoir adjudicateur formulée dans les 10 jours suivant la réception de cette proposition, le nouvel intervenant est réputé accepté.

9.1.6 Confidentialité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

9.2. Documents à fournir après exécution

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation, rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects du matériel livré et à son entretien courant.

9.3. Responsabilité du titulaire

Le titulaire de l'accord-cadre assure à ses frais l'exécution des travaux éventuels consécutifs à des dégradations commises, soit par le personnel, soit par une utilisation inappropriée des produits sur les supports traités ou d'une mauvaise utilisation des matériels ou machines.

Si consécutivement à l'intervention du titulaire de l'accord-cadre, des dégâts venaient à être



occasionnés aux végétaux, aux équipements ou engendreraient des désordres, le titulaire a à charge de remédier à l'ensemble des faits et doit remettre en état les biens détruits ou abîmés.

10. Constatation de l'exécution des prestations

La réalisation de chaque partie distincte à réaliser fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

10.1. Opérations de vérification

Les fournitures et prestations faisant l'objet de l'accord-cadre seront soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre, conformément aux dispositions du CCTP et selon les conditions prévues aux articles 27 à 30 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les vérifications seront effectuées à l'issue de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 27 et 30 du C.C.A.G.-F.C.S. et dans un délai de 15 jours.

La personne responsable de l'accord-cadre peut contrôler, à tout moment, la quantité et la qualité des prestations exécutées avec l'aide d'un organisme extérieur spécialisé.

Les opérations de vérifications ont lieu à l'issue de la réception des prestations.

Le pouvoir adjudicateur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, peut décider :

- Soit d'ajourner les prestations. Dans ce cas, le titulaire est invité à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les prestations mises au point, dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur.
- Soit de rejeter les prestations. Dans ce cas, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par l'accord-cadre, dans le délai imposé par le pouvoir adjudicateur.
- Soit d'accepter les prestations en l'état avec une réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

Si le pouvoir adjudicateur ne notifie pas sa décision dans le délai imparti, les prestations sont considérées comme reçues.

En cas de rejet ou d'ajournement, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par l'accord-cadre, dans le délai imposé par le pouvoir adjudicateur, et ce sans surcoût.

Après présentation par le titulaire des prestations modifiées, le pouvoir adjudicateur dispose pour donner son avis du même délai que celui indiqué ci-dessus.

10.2. Décision après vérification

Au vu des constatations de service fait in situ, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du C.C.A.G.-F.C.S. par le représentant de l'établissement.

11. Garantie

Conformément à l'article 33 du C.C.A.G.-F.C.S., la durée de garantie est d'un an, à compter de l'admission des prestations.



12.Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9.2 du C.C.A.G.-F.C.S., tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de la personne publique à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

13.Clauses de réexamen

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, il est convenu la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

- Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution :

Le titulaire pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,
- difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

- **Ajustement des prestations** : les parties pourront convenir de réexaminer la nature et/ou l'étendue des prestations, ainsi que le délai ou les dates potentielles d'exécution, en cas de survenance, en cours d'exécution de l'accord-cadre, d'évènements relevant d'aléas ou de difficultés matérielles ou temporelles, lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations.

14.Différends et litiges

La loi française est seule applicable au présent accord-cadre.



En cas de litige, le tribunal compétent est :

Tribunal administratif d'Amiens
14 rue Lemerchier
BP 14 - CS 81114
80011 AMIENS CEDEX 01
Tél : 03.22.33.61.70 / Télécopie : 03.22.33.61.71
Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr
Adresse internet (U.R.L) : <http://amiens.tribunal-administratif.fr>

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au présent accord-cadre doivent être rédigés en langue française.

15. Résiliation

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies au chapitre 7 du C.C.A.G.-F.C.S.

Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA de l'accord-cadre, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

Résiliation pour faute du titulaire

Le pouvoir adjudicateur pourra résilier l'accord-cadre pour faute du titulaire selon les dispositions de l'article 41 du C.C.A.G.-F.C.S.

Notamment, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Résiliation aux frais et risques du titulaire

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

16. Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur



si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17. Clause complémentaire

Conformément à l'article 3.4.2 du C.C.A.G.-F.C.S., le Titulaire de l'accord-cadre communique au pouvoir adjudicateur toutes les modifications portant sur sa situation juridique, économique et fonctionnelle.

Le Titulaire est notamment tenu de communiquer par écrit au pouvoir adjudicateur tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé du compte sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent accord-cadre.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le titulaire est informé que le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont le pouvoir adjudicateur n'aurait pas eu connaissance.

18. Dérogations au C.C.A.G. applicables

Liste des articles du C.C.A.G.-Fournitures courantes et services auxquels il est dérogé et numéros des articles par lesquels sont introduites ces dérogations :

Articles du C.C.A.P.	Articles du C.C.A.G.
2	4.1
8	14

Il est expressément stipulé que la liste des dérogations au C.C.A.G.-F.C.S. n'a qu'une valeur indicative.

Cette liste n'est donc pas nécessairement exhaustive. Par conséquent, les dispositions dérogatoires au CCAP FCS qui ne figureraient pas dans la liste ci-dessous conserveraient néanmoins toute leur valeur contractuelle pour l'exécution du présent accord-cadre.